

Oui, tout cela coûte très cher mais restaurer une véritable Ecole publique, laïque et démocratique doit devenir une priorité. C'est aux personnels de l'Education nationale et à toutes les forces progressistes d'y travailler. De l'argent, il y en a : la fortune de milliardaires français a

progressé de 59% entre 2020 et 2022. Dans toutes les entreprises du CAC 40, les actionnaires se gavent et on voudrait nous expliquer qu'il faut fermer des postes parce qu'il y a moins d'élèves. **Ces gens là ne s'arrêteront que là où nous les arrêterons.**

Pour de meilleures conditions de travail

De Jean-Michel Blanquer à Amélie Oudéa-Castéra, les personnels subissent des réformes injustes, imposées dans la précipitation, qui participent à la dégradation des conditions de travail de toutes et tous : la réforme du lycée professionnel, le démantèlement de la formation continue, la casse des groupes classe au collège... Ces réformes aggravent une situation déjà alarmante : augmentation des tâches, des missions et du temps de travail, bâti scolaire dégradé, et en partie amianté et inadapté à la

crise écologique, absence de médecine du travail... La situation est telle que la jeunesse de ce pays se détourne des métiers de l'enseignement. **Il est urgent de reconstruire une véritable formation professionnelle sous statut, de remettre en place une formation continue où les personnels se retrouvent et échangent.** Il faut mettre en place des parcours qui permettent à des étudiants de milieux populaires de devenir enseignants.

Pour une école pour tou·tes les élèves

Depuis vingt ans les gouvernements parlent d'école inclusive mais sur le terrain, la difficulté d'accueillir certains élèves porteurs de handicap s'ajoute aux autres difficultés quotidiennes. Les ministres successifs ne veulent pas prendre conscience de l'enjeu et dans les établissements scolaires, c'est la débrouille, le don de soi. L'Éducation nationale ne donne pas les moyens aux personnels d'accueillir tous les élèves. L'école inclusive ne se décrète pas, elle se construit, et pour la construire il faut de la

concertation, de la formation continue, de l'accompagnement, de la coopération entre des professions différentes, pas des injonctions hiérarchiques qui visent à culpabiliser les personnels face aux difficultés bien évidentes qu'ils rencontrent. Oui, là encore, il faut beaucoup d'argent mais l'égalité est à ce prix. Sans moyens l'école inclusive est un slogan. **SUD éducation appelle tous les personnels à se mobiliser pour gagner les moyens d'enfin accueillir dignement tou·te·s les élèves.**

Pour de vraies augmentations de salaires

Les mesures de revalorisation engagées l'an dernier sont très insuffisantes pour rattraper l'écart avec la rémunération moyenne des enseignant·es des pays de l'OCDE et des autres fonctionnaires de catégorie A. Pour 70 % des enseignant·es, la revalorisation s'est bornée à une augmentation indemnitaire de 95 euros par mois et à une trentaine d'euros induits par la hausse du point d'indice pour tou·tes les fonctionnaires. Ces mesures sont très insuffisantes au regard de l'inflation. La

situation des personnels AESH et AED est alarmante : la maigre augmentation de salaire des AESH de septembre est bien loin de répondre à nos revendications : au final les salaires n'augmentent que peu et, pour ces personnels c'est toujours une rémunération sous le seuil de pauvreté qui les attend à chaque fin de mois.

A l'inverse des primes qui divisent, SUD éducation revendique une augmentation immédiate de 400 euros pour toutes et tous.

En grève le 1^{er} février !

Départ à 10h place Delille
AG des personnels à 14h30
à la salle de l'imprimerie à la Maison du Peuple